



30^e anniversaire de la

Convention sur la diversité biologique



Célébration du 30^e anniversaire de l'adoption de la Convention sur la diversité biologique

Message de félicitations du Dr Kim Sang-do, consul général de la République de Corée et ambassadeur auprès de l'OACI

On se souviendra de juin 1992 comme d'une période importante dans les efforts mondiaux pour protéger l'environnement. Des représentants de 178 États et de près de 1 400 ONG du monde entier se sont réunis à Rio de Janeiro, au Brésil, et ont tenu la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour discuter de la meilleure façon de protéger l'environnement de la planète. À cette occasion, trois accords multilatéraux sur l'environnement ont été conclus : la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Étant la deuxième génération d'accords multilatéraux sur l'environnement à adopter l'approche holistique pour protéger la sphère biologique, la CDB fournit un cadre juridique efficace et complet pour la protection de la diversité biologique grâce à ses principes directeurs ainsi qu'au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages.

Les défis auxquels notre planète est confrontée aujourd'hui attirent notre attention renouvelée et renforcée sur la nécessité de protéger la biodiversité. Bien que le changement climatique soit un sujet primordial dans la communauté mondiale, la biodiversité est l'un des principaux facteurs à l'origine du changement climatique ainsi qu'un domaine qui en est gravement affecté. L'éclatement de la pandémie de COVID-19, qui a déstabilisé le monde au cours des deux dernières années, peut s'expliquer en grande partie par la destruction de la biodiversité. Les catastrophes naturelles telles que les tsunamis, les incendies de forêt à grande échelle et les sécheresses peuvent également être évités ou atténués par une diversité biologique renforcée.

En tant que diplomate, je suis fier de l'engagement ferme de la République de Corée en faveur de la diversité biologique. La République de Corée, dotée du système juridique national pour la mise en oeuvre de la CDB, a soutenu le Secrétariat de la CDB (SCBD) en accueillant la 12^e Conférence des Parties en 2014 et en fournissant des contributions volontaires substantielles à la SCBD. L'engagement de la République de Corée en faveur de la biodiversité ne se limite pas aux activités liées à la CDB. Avant même d'accéder à son statut actuel de pays avancé, alors qu'elle recherchait une industrialisation rapide, la République de Corée a réussi à verdir

ses forêts en parallèle. La République de Corée s'est jointe aux initiatives de la communauté internationale sur la protection de la biodiversité à l'occasion du Sommet P4G de Séoul 2021 (le Partenariat pour la croissance verte et les objectifs mondiaux de 2030). Les atouts uniques de la République de Corée en matière de biodiversité attirent également l'attention de la communauté internationale. Un exemple frappant est la zone démilitarisée d'environ 900 km², un vestige tragique de la guerre de Corée qui traverse la péninsule coréenne, qui a été préservée des humains depuis 1953 et est devenue un dépôt de la biodiversité mondiale. En outre, les étendues cotidales coréennes (getbol) sur sa côte sud-ouest et sud sont une zone de biodiversité de classe mondiale avec des écosystèmes terrestres et marins, et ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en juillet 2021.

En accordant une importance particulière à la diversité biologique, au nom du Gouvernement de la République de Corée, je souhaite célébrer le 30^e anniversaire de l'adoption de la CDB. À cet égard, j'espère que la conférence qui sera organisée par le consulat général de Corée et le SCBD pour marquer cette étape importante sera une occasion importante pour nous de rassembler notre volonté collective de soutenir la protection de la biodiversité. Je tiens à exprimer ma gratitude à tous ceux qui sont intéressés et soutiennent l'événement.





Consul général et ambassadeur

Dr Sangdo Kim

Consul général, République de Corée

L'ambassadeur Dr Sangdo Kim est consul général de la République de Corée à Montréal et représentant de la République de Corée à l'OACI depuis juin 2021.

Avant d'occuper son poste actuel à Montréal, Dr Kim a occupé plusieurs postes de direction et de gestion au ministère des Terres, de l'Infrastructure et des Transports de la République de Corée pendant trois décennies. Il possède une vaste expérience et une expertise reconnue dans les domaines de la politique et de la sécurité du transport aérien. Il a été reconnu pour ses talents exceptionnels de communicateur, tant dans le cadre bilatéral que multilatéral, et surtout pour sa détermination diplomatique et son leadership dans les négociations mondiales. Il a notamment été chef de la délégation pour les négociations sur les services aériens à plus de 20 reprises et négociateur en chef du Groupe de la sécurité automobile pour les négociations sur l'accord de libre-échange Corée-États-Unis et Corée-UE. Il a élargi son expérience professionnelle en collaborant avec de nombreuses organisations internationales de premier plan telles que l'OACI, l'OCDE, le FIT (Forum international des transports), l'APEC et la CESAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique).

Dr Kim a obtenu son doctorat en gestion de l'aviation de l'Université aérospatiale de Corée, deux diplômes de maîtrise en politique publique de l'UC Berkeley et en administration publique de l'Université nationale de Séoul, et un baccalauréat en protection sociale de l'Université nationale de Séoul. Il a également été membre invité du Wolfson College de l'Université de Cambridge.





Elizabeth Maruma-Mrema

Secrétaire exécutive, Convention sur la diversité
biologique (CDB)

Elizabeth Maruma Mrema est la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique. Elle a travaillé pour le Programme des Nations unies pour l'environnement pendant plus de vingt ans et a été directrice de la division juridique du PNUE. Avant de rejoindre la division juridique, elle était directrice adjointe de la division des écosystèmes, responsable de la coordination, des opérations et de l'exécution des programmes. Auparavant, elle a également été secrétaire exécutive du PNUE/ Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. Son travail au PNUE s'est concentré sur le développement, la mise en œuvre et l'application des lois environnementales, y compris les accords environnementaux multilatéraux aux niveaux national, régional et international.

Avant de rejoindre le PNUE, Elizabeth a travaillé pour le ministère tanzanien des Affaires étrangères et de la coopération internationale en tant que conseillère/conseillère juridique principale.

Pendant son séjour au ministère, elle a en outre été conférencière en Droit international public et conférence diplomatique au Centre des relations étrangères et de la diplomatie de Tanzanie. De plus, elle a été conférencière bénévole à la faculté de Droit de l'université de Nairobi et à l'Organisation internationale du droit du développement (OIDD), à Rome, en Italie.

Avocate et diplomate de carrière, elle est titulaire d'un LLB (Hons) de l'Université de Dar es Salaam (Tanzanie), d'un LLM de l'Université Dalhousie (Canada) et d'un diplôme de troisième cycle en relations internationales et diplomatie du Centre des relations étrangères et de la diplomatie de Dar es Salaam (Tanzanie).



Mot de l'honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Gouvernement du Canada

La biodiversité soutient les sociétés humaines écologiquement, économiquement, culturellement et spirituellement. Aussi, le déclin rapide de la biodiversité, sans précédent dans l'histoire de notre planète, et l'érosion de nos écosystèmes constituent désormais une menace contre l'humanité, mettant en danger notre capacité à lutter contre les changements climatiques.

Le Canada reconnaît cet état de fait et est engagé, activement, dans la protection de ses écosystèmes de manière à soutenir la biodiversité et renverser son déclin sur tout le territoire canadien.

Signataire de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, le Canada s'est doté d'une stratégie et d'un plan d'action de la biodiversité nationale pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. De manière concrète l'action du gouvernement du Canada vise la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources et enfin, le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

De plus le Canada s'est joint aux États ayant des objectifs ambitieux de préservation de la biodiversité et des écosystèmes. Notre stratégie nationale de conservation prévoit désormais une protection atteignant 25 % de nos terres et de nos océans. En décembre 2021, le Canada comptait désormais une protection de 13.5 % de ses terres de 13.5% et de 14% de ses océans.

La préservation de la biodiversité au Canada appelle une collaboration de tous les gouvernements et des Premières Nations du Canada. Aussi, depuis plus d'une décennie, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux conjuguent leurs efforts pour protéger la biodiversité et pour y parvenir le savoir des Premières Nations devient un atout.

Les Canadiens reconnaissent qu'il faut maintenir un environnement sain; ils s'inquiètent de la dégradation des écosystèmes et de la perte de la diversité des espèces qui résultent de l'activité humaine. Aussi, préservation de la biodiversité, d'un océan à l'autre, est sans frontière et sans juridiction. Elle doit s'intensifier et devenir l'affaire de tous. À cet égard, le Canada entend faire part de ses préoccupations et demeurer une voix forte sur la scène internationale.



L'honorable

Steven Guilbeault

L'honorable Steven Guilbeault, ministre de
l'Environnement et du Changement climatique,
Gouvernement du Canada

L'honorable Steven Guilbeault a été élu pour la première fois comme député de Laurier—Sainte-Marie en 2019. Il a précédemment exercé les fonctions de ministre du Patrimoine canadien.

Le ministre Guilbeault est une figure de proue de la lutte contre la crise climatique, et c'est depuis Laurier—Sainte-Marie qu'il mène cette lutte depuis des années.

Son engagement en matière d'environnement a commencé dès l'âge de cinq ans, alors qu'il a grimpé dans un arbre pour le protéger des promoteurs immobiliers qui s'apprêtaient à raser le boisé derrière sa maison, à La Tuque. Vingt-cinq ans plus tard, il a escaladé la Tour CN à Toronto pour que le Canada ratifie le Protocole de Kyoto.

En 1993, le ministre Guilbeault a cofondé Équiterre, la plus importante organisation environnementale au Québec, et en a été le directeur principal de 2008 à 2018. De plus, il a travaillé comme directeur et responsable de campagne chez Greenpeace. Pendant plus de dix ans, il a occupé le poste de conseiller stratégique chez Cycle Capital Management, un fonds canadien dédié au développement des technologies propres. Le ministre Guilbeault a aussi œuvré au sein de Deloitte & Touche et de Copticom, une société d'experts-conseils spécialisée dans les enjeux d'économie verte et sociale et de transport.

De manifestant à conseiller stratégique auprès de dizaines de gouvernements et d'entreprises au Canada et à l'étranger, le ministre Guilbeault est un pragmatique qui cherche à faire bouger les choses en bâtissant des ponts et en tissant des liens. Véritable amateur de sports et de vélo, il se déplace principalement à vélo douze mois par année depuis les 30 dernières années.

Le ministre Guilbeault est père de quatre enfants et beau-père de deux autres.



Le Québec, lié de près à la Convention sur la diversité biologique depuis 30 ans!

Message du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, et Mme Nadine Girault, Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, à l'occasion du 30^e anniversaire de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies.

Les pressions exercées sur la biodiversité mènent à la perte de services écologiques essentiels qui assurent le bien-être, la santé et la sécurité de la population, et qui sont indispensables pour atténuer les effets des changements climatiques et nous aider à nous y adapter. La nature est généreuse à notre égard, et il est de notre devoir d'agir concrètement pour en assurer la conservation.

Le gouvernement du Québec s'est déclaré lié à la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations Unies dès la signature de celle-ci il y a 30 ans. Le Québec héberge le secrétariat de cette convention depuis 1996 et contribue activement à la mise en œuvre des grands objectifs internationaux en matière de biodiversité.

Alors que la communauté internationale célèbre l'anniversaire de la CDB, le Québec est fier de rappeler qu'il a protégé les territoires nécessaires pour atteindre les cibles qu'il s'était fixées à l'égard de son réseau d'aires protégées pour 2020. La superficie totale protégée au Québec est désormais plus grande que le Royaume-Uni!

Nous avons investi des efforts sans précédent pour ce faire. Nous avons pu protéger des territoires qui marquent notre imaginaire collectif, y compris dans les monts Chic-Chocs. Nous avons également pris l'engagement de protéger l'entièreté de l'île d'Anticosti dans le cadre de la démarche visant sa reconnaissance comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO. Plusieurs gouvernements ont affirmé vouloir protéger ces sites exceptionnels, mais nous avons su concrétiser cette volonté.

Protéger des terres plus au sud constitue notre prochain grand défi. Nous le relèverons grâce à des partenariats renforcés avec tous les acteurs concernés, y compris les communautés autochtones, mais aussi les municipalités et les organismes de conservation œuvrant en terres privées. La nouvelle mouture de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel nous permettra notamment de créer des aires protégées grâce aux différents statuts qu'elle prévoit, telle l'aire protégée d'utilisation durable, adaptée à la conciliation des usages du territoire situé au sud du Québec et respectueuse des critères internationaux de conservation.

Au cours de la prochaine année, un nouveau Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 sera adopté, avec de nouveaux objectifs et de nouvelles cibles. Le Québec continuera d'assurer un rôle clé dans l'adoption et la mise en œuvre de ce prochain cadre mondial, en tant que co-coordonnateur du Comité consultatif des gouvernements infranationaux sur la diversité biologique. Finalement, avec tous ses partenaires et fort d'un cadre légal renouvelé en matière d'aires protégées, le Québec sera solidaire des nouveaux engagements internationaux, y contribuant selon ses compétences, ses ressources et ses échéanciers.

Le ministre

Benoit Charrette

La ministre

Nadine Girault





L'honorable

Benoit Charrette

Ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Gouvernement du Québec

Benoit Charrette est le député de la circonscription de Deux-Montagnes depuis 2008. Détenteur d'un baccalauréat en histoire avec concentration en science politique de l'Université du Québec à Montréal et d'un diplôme en administration publique de l'École nationale d'administration publique, il a amorcé sa carrière au ministère des Relations internationales dans la Délégation générale du Québec à Mexico. Il a par la suite travaillé à l'Agence intergouvernementale de la francophonie à Moncton. Monsieur Charrette a été nommé ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en janvier 2019, et le volet de la lutte contre le racisme s'est ajouté à ses responsabilités en février 2021.





L'honorable

Nadine Girault

Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Gouvernement du Québec

Nadine Girault est ministre des Relations internationales et de la Francophonie pour la province de Québec. D'origine haïtienne, Nadine Girault est née au Missouri avant de déménager avec sa famille au Québec. Elle avait alors deux ans.

Elle est détentrice d'un baccalauréat en administration des affaires, spécialisé en finances et marketing, aux HEC de l'Université de Montréal et a obtenu la Médaille d'argent en 2002 pour son MBA en services financiers à l'Université du Québec à Montréal. Elle a également complété une certification d'Administrateur de sociétés.

De Xerox à la Banque de Montréal, en passant par le Service de police de la Ville de Montréal, la Banque Royale du Canada et le Mouvement Desjardins, Mme Girault est reconnue pour son sens stratégique et pour mener des équipes performantes.

Très impliquée dans son milieu, Nadine Girault s'est investie au sein de plusieurs comités et conseils d'administration, dont Investissement Québec, le Fonds de solidarité FTQ, L'École supérieure de ballet du Québec, la Fondation de l'hôpital Jean-Talon, la Fondation de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, le 24 H de Tremblant, l'Association des femmes en finances du Québec, et bien d'autres.

Encore aujourd'hui, Mme Girault est très fière de représenter la population québécoise à l'Assemblée nationale du Québec, de renforcer les liens du Québec avec les différentes communautés à l'international et d'affirmer ses racines haïtiennes.



Mot de la mairesse, Mme Valérie Plante

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Montréal dans le cadre du 30^e anniversaire de la Convention de l'ONU pour la diversité biologique. Ce traité a marqué un jalon important dans notre prise de conscience collective de la nécessité de protéger la nature, partout sur la planète.

Il est, plus que jamais, temps d'agir! Plus d'un million d'espèces animales et végétales sur les huit millions recensées sont menacées de disparaître si nous n'agissons pas rapidement. De plus, la mauvaise santé des écosystèmes menace désormais nos populations.

Les deux dernières années de pandémie ont démontré à quel point la nature et la biodiversité sont des alliées incontournables dans nos vies quotidiennes. Nous avons le devoir de répondre aux besoins des populations grâce à une gestion durable et équitable des ressources naturelles.

C'est pourquoi, à Montréal, nous sommes engagés à réaliser la transition socioécologique de façon juste et inclusive. Les villes sont les premières à subir les conséquences des changements climatiques. Elles sont ainsi des actrices incontournables de cette transition. D'où l'importance d'être en mode action et d'agir localement et internationalement.

La Ville de Montréal a un rôle important à jouer pour protéger sa biodiversité. C'est une responsabilité que je prends très au sérieux, à titre de mairesse, mais aussi d'ambassadrice mondiale ICLEI pour la biodiversité locale.

À Montréal, nous avons adopté un Plan climat ambitieux, qui contient des mesures concrètes, validées et chiffrées, approuvées par des experts. Ces mesures auront un impact essentiel sur la protection de la biodiversité, la réduction des émissions de GES, l'adaptation aux changements climatiques et la mobilisation de la collectivité.

Nous accompagnons aussi nos partenaires, comme Espace pour la vie, dans leurs travaux, que ce soit en matière de recherche, d'éducation ou de sensibilisation à la transition socioécologique. Montréal s'est ainsi démarquée à l'international, par exemple en développant des stratégies de pollinisation ou de phytotechnologie. Nous devons continuer d'avancer ensemble pour avoir un impact réel et global sur l'avenir de notre planète.

Les partenariats sont essentiels pour assurer la protection de la biodiversité. Je tiens donc à souligner le travail des organisations qui œuvrent à la protéger, notamment le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, la Fondation David Suzuki, l'Université du Québec à Montréal, le Fonds de recherche du Québec et la Maison du développement durable, qui ont organisé cette journée de conférences, qui réunit des spécialistes nationaux et internationaux. Je tiens aussi à remercier le Consulat général de la République de Corée à Montréal pour son leadership dans la tenue de cet événement.

Nous souhaitons continuer de travailler avec vous pour freiner le déclin de la biodiversité, particulièrement en milieu urbain.

Je vous souhaite à toutes et à tous de riches échanges lors des panels de discussions organisés dans le cadre de cet anniversaire!



Valérie Plante

Mairesse de Montréal

Après des études en anthropologie, en muséologie, en intervention multiethnique et une longue expérience de terrain au sein de plusieurs organismes communautaires, dont la Fondation Filles d'action, Valérie Plante a fait le saut dans l'arène politique en 2013. Sa force : rallier les gens grâce à sa passion et sa vision progressiste et rassembleuse. D'abord élue conseillère du district de Sainte-Marie, elle est devenue cheffe de Projet Montréal en 2016.

Profondément habitée par la démocratie participative, Valérie Plante propose une vision audacieuse pour Montréal. Elle s'intéresse notamment aux questions liées à l'habitation, au transport, à l'aménagement du territoire, au développement économique et à l'environnement et se préoccupe des écarts qui existent entre les quartiers dans ces domaines.

Elle a été élue mairesse de Montréal une première fois lors de l'élection municipale de novembre 2017. La population montréalaise lui a confié un deuxième mandat en novembre 2021. En tant que mairesse de Montréal, Valérie Plante siège à différents conseils consultatifs et conseils d'administration.

- Présidente de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);
- Présidente du Caucus des grandes villes de l'Union des Municipalités du Québec (UMQ);
- Membre du CA de Montréal international;
- Membre du CA de la Fondation Montréal inc.;
- Membre du caucus des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- Co-présidente de Métropolis



Programme

15 juin

**17:00 Collège des
générations futures**

Réunion de préconférence des jeunes
chercheurs et étudiants.

**18:00 Cocktail
de bienvenue**

Discours de bienvenue

Consul général et ambassadeur Dr Sangdo Kim,
Consulat général, République de Corée (RDC)

Allocution vidéo

L'honorable Nadine Girault, ministre des Relations
internationales et de la Francophonie, Gouvernement
du Québec

L'honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement
et du Changement climatique, Gouvernement du Canada;

*Présenté par : Mme Line Beauchamp, Ex-vice-première ministre et
ex-ministre du Développement durable, de l'Environnement et
des Parcs, Gouvernement du Québec.*

Mme Valérie Plante, Mairesse de Montréal;

*Présentée par : Mme Julie Jodoin, Directrice
par intérim, Espace pour la vie.*



Programme

16 juin

9h00 - Allocution d'ouverture

Discours de bienvenue

Consul général et ambassadeur Dr Sangdo Kim,
Consulat général, République de Corée (RDC)

*Présenté par : Mme Corinne Gendron, Ph. D., Professeure, Dép. de
stratégie, responsabilité sociale et environnementale, École des sciences
de la gestion (ESG), Université du Québec à Montréal (UQAM).*

Mme Elizabeth Maruma-Mrema, Secrétaire générale
adjointe NU, Secrétaire exécutive de la Convention sur
la diversité biologique. – Discours de célébration;

Présentée par : M. Jae-woo Kim, Consul à Montréal, RDC.

10h00 – Histoire et réalisation de la Convention sur la diversité biologique

Modératrice : Mme Janice L. Bailey, Ph.D,
Directrice scientifique, Fonds de recherche
du Québec en nature et technologies

- M. David Ainsworth, Commissaire à l'information,
Secrétariat CDB/PNUE
- Mme Sabaa Khan, Directrice générale, Québec &
l'Atlantique, Fondation David Suzuki
- Mme Lucie Robidoux, Cheffe de l'unité des écosystèmes,
Commission de coopération environnementale
- M. Jean Lemire, Émissaire aux changements
climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques,
Gouvernement du Québec
- Mme Danika Littlechild, Professeure adjointe, Dép. de
droit et d'études juridiques, Université Carleton

**12h00 Dîner –
allocution du ministre
Benoit Charrette**
**Exposition – Présentation
d'affiches scientifiques**

L'honorable Benoit Charette, ministre de
l'Environnement et de la Lutte contre les changements
climatiques, Gouvernement du Québec;
Présentés par : M. Komlan Sedzro, Doyen, ESG, UQAM.

**14h00 – L'avenir de
la Convention sur la
diversité biologique,
quels objectifs pour 2050**

Modérateur : M. Jérôme Dupras, Ph. D., Professeur, Dép. des
sciences naturelles, Université du Québec en Outaouais

- Mme Jihyun Lee, Ph. D., Directrice de la division science,
société et avenir, Secrétariat CDB/PNUE
- Mme Francine Pauvif, MA, Fondatrice, Réseau canadien
des jeunes pour la biodiversité
- M. Maxim Larrivée, Ph. D., Directeur, Insectarium,
Espace pour la vie
- Mme Dalal Hanna, Chercheure postdoctorale,
Dép. de biologie, Université de Carleton
- M. Florian Roulle, Directeur principal, stratégie et
partenariats, Finance Montréal

**16h00 – Cocktail
de clôture**

Mme Marie-Christine Bellemare, Présidente de
l'Association des biologistes du Québec;

*Présentée par : M. Philippe Bourke, Président du Bureau d'audiences
publiques sur l'environnement, Gouvernement du Québec.*

Résumé et conclusion de la conférence

Mme Corinne Gendron, Professeure, Ph. D., Dép. de stratégie,
responsabilité sociale et environnementale, ESG, UQAM

Comité organisateur

- Jae-Woo Kim, Consul à Montréal et représentant délégué au Conseil de l'OACI, République de Corée
- Corinne Gendron, professeure, UQAM
- Sébastien Côté, candidat à la maîtrise en gestion, UQAM
- Élisabeth Durand, candidate à la maîtrise en gestion, UQAM
- Pierre-Luc Fortier, candidat à la maîtrise en gestion, UQAM
- Alexandre Viger-Collins, Conseiller politique et économique, Consulat général de la République de
Corée à Montréal

Merci à nos partenaires

Partenaires hôtes



Consulat général
de la République de Corée
à Montréal



Convention on
Biological Diversity

Partenaires principaux



espace
pour la
vie montréal



Fonds de recherche – Nature et technologies
Fonds de recherche – Santé
Fonds de recherche – Société et culture



FONDATION
DAVID SUZUKI
Un monde. Une nature.



Travailler ensemble
pour un monde meilleur



École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal



Institut d'études
internationales
de Montréal



ISE
Institut des sciences
de l'environnement

FACULTÉ DES SCIENCES
Université du Québec à Montréal



Faculté des sciences humaines

Université du Québec à Montréal

Partenaires



CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL



CENTRE DE LA SCIENCE
DE LA BIODIVERSITÉ
DU QUÉBEC

QUEBEC CENTRE
FOR BIODIVERSITY
SCIENCE





David Ainsworth

Commissaire à l'information, SCDB-PNUE

Le Dr Ainsworth travaille au sein de l'unité de communication du Secrétariat depuis 2003. Auparavant, il a occupé des postes de direction dans le secteur privé, a enseigné à l'Université McGill et a travaillé à Droits et Démocratie. Il a dirigé les efforts de communication du Secrétariat pendant l'Année internationale de la biodiversité (2010) et tout au long de la Décennie des Nations unies pour la biodiversité (2011-2020), et a lancé quatre volumes de la série Global Biodiversity Outlook. M. Ainsworth a combiné sa vision stratégique et ses solides compétences en communication pour coordonner les efforts de sensibilisation et d'éducation des médias dans le cadre de la Convention, en mettant l'accent sur l'interaction entre la communication et le changement de comportement. Il est membre de longue date du comité directeur de la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN.

David a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'Université McGill. Auparavant, il avait obtenu un diplôme d'histoire et de sciences politiques avec mention de l'Université de Toronto. Il a fréquenté le Lester B. Pearson United World College en Colombie-Britannique où il a obtenu un diplôme de baccalauréat international.





Janice L. Bailey

Directrice scientifique, Fonds de recherche du Québec en nature et technologies

Janice Bailey est directrice scientifique du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies (FRQNT) depuis 2019. Le mandat du FRQNT est de développer et de promouvoir des activités de recherche pour relever les défis de société, y compris les crises de l'environnement, et stimuler le développement socio-économique. Ce faisant, le FRQNT privilégie l'accompagnement de la relève, la collaboration interdisciplinaire, les partenariats de recherche et la diversité dans ses approches. Avant de rejoindre le FRQNT, elle était professeure en sciences animales et Vice-doyenne à la recherche, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation et professeure associée à la Faculté de médecine de l'Université Laval (Québec, Canada).

En tant que chercheuse active depuis plus de 25 ans, ses recherches ont exploré l'impact de l'environnement sur la fertilité et la capacité de produire une progéniture saine sur plusieurs générations. Elle a travaillé sur une gamme d'espèces, y compris les abeilles, les poissons, les mammifères d'importance agricole, les rongeurs de laboratoire et les études humaines. Au cours de sa carrière, elle a été élue à des postes de gouvernance exécutive dans diverses sociétés savantes nationales et internationales. La professeure Bailey a été reconnue pour ses contributions à la recherche et son leadership, et a récemment été nommée « Distinguished Fellow of the Society for the Study of Reproduction ».





Line Beauchamp

Ex- vice-première ministre et ex-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Gouvernement du Québec

Mme Beauchamp a occupé plusieurs fonctions importantes au sein du gouvernement du Québec, où elle a dirigé plusieurs ministères.

Élue députée en 1998, elle s'est jointe au Conseil des ministres en 2003, à titre de ministre de la Culture et des Communications. Elle a occupé ces fonctions jusqu'en 2007, avant d'être nommée ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Elle a été ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de 2010 à 2012. Elle a en outre occupé, de 2011 à 2012, la fonction de vice-première ministre du Québec.

Line Beauchamp est consultante stratégique. Elle accompagne des clients du secteur privé et des organismes à but non lucratif. Ses principaux mandats touchent les domaines de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de l'immobilier, de l'innovation et de la culture.

Elle a occupé les fonctions de Déléguée générale du Québec en France, et auprès de la Principauté de Monaco, de 2016 à 2019. À compter de février 2017, elle a également agi à titre de représentante personnelle du premier ministre du Québec (sherpa) au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

À titre bénévole, Line Beauchamp préside depuis 2019 le conseil d'administration de Synapse C, un organisme voué à l'utilisation efficace des données au bénéfice de l'écosystème culturel québécois et canadien. Elle est également administratrice de l'École nationale de théâtre du Canada, de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et de la Fiducie foncière Angus.





Marie-Christine Bellemare

Présidente de l'Association des biologistes du Québec

Mme Bellemare est biologiste de formation et a terminé ses études supérieures à l'Université du Québec à Montréal en 2012. Depuis, elle a œuvré autant dans les domaines de la conservation que de la consultation privée, et plus récemment de la fonction publique.

D'abord spécialisée en ichtyologie, elle possède maintenant une vaste expérience liée à la gestion des milieux naturels dans un contexte d'urbanisation, principalement dans la grande région de Montréal. Mme Bellemare a eu l'occasion de réaliser près d'une vingtaine d'études environnementales et d'études d'impacts sur l'environnement au cours des dernières années. C'est sa grande passion pour son métier et ceux qui le pratiquent qui explique son engagement au sein de l'Association des biologistes du Québec depuis un peu plus de 10 ans. L'Association des biologistes du Québec (ABQ) est un organisme à but non lucratif qui regroupe plus de 1000 membres appartenant au vaste champ des sciences biologiques : les biologistes en pratique privée, les chercheurs, les gestionnaires à l'emploi des organismes publics, de l'industrie et d'autres institutions, les professeurs et enseignants en biologie, les étudiants en biologie, etc. Mme Bellemare en est la présidente depuis 2020 et œuvre maintenant à faire intégrer la profession de biologiste au sein du système professionnel québécois.





Philippe Bourke

Président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, Gouvernement du Québec

Le 20 novembre 2017, Philippe Bourke a été nommé président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Passionné par les questions environnementales, l'acceptabilité sociale, l'énergie, les changements climatiques et le développement durable, Philippe Bourke a auparavant agi à titre de directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec pendant 20 ans (1997-2017).

Durant cette période, il a été vice-président (2010-2016) puis président (2017) du Fonds d'action québécois pour le développement durable et membre du conseil d'administration de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (2016-2017). Philippe Bourke a aussi siégé à titre d'expert au Comité-conseil sur les changements climatiques (2014-2017), un comité multidisciplinaire chargé de conseiller le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur une multitude d'enjeux relatifs à la lutte contre les changements climatiques.

Créatif et soucieux d'un plus grand partage de l'expertise sur les questions de protection de l'environnement, il a fondé GaïaPresse (2007), un média spécialisé dédié à l'environnement, et est co-instigateur du projet d'impact Unpointcinq sur l'action climatique. Il a également été administrateur de l'Agence de l'efficacité énergétique, du Réseau canadien de l'environnement et du Centre québécois d'action sur les changements climatiques.

Philippe Bourke est biologiste et détient une maîtrise en sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Trois-Rivières.





Jérôme Dupras

Professeur au Dép. des sciences naturelles de
l'Université du Québec en Outaouais

Jérôme Dupras est professeur au Département des sciences naturelles de l'Université du Québec en Outaouais, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie écologique et chercheur à l'Institut des sciences de la forêt tempérée (ISFORT).

Pr Dupras est un spécialiste reconnu de l'évaluation socio-économique de la biodiversité. Ses travaux sur la modélisation socio-écologique, les infrastructures naturelles et la gouvernance environnementale sont non seulement publiés dans les meilleurs journaux scientifiques du domaine, mais ils ont aussi été largement repris par divers acteurs de la société civile autant pour construire un nouvel argumentaire sur la conservation de la nature que développer de nouveaux programmes et politiques d'aménagement du territoire.

Dans les dernières années, son travail a été reconnu par de nombreux prix et distinctions. Pr Dupras s'est notamment vu décerner la Médaille académique – Or du Gouverneur général du Canada en 2015 et le Prix du Québec de la relève scientifique en 2018. En décembre 2019, le réseau ICI RDI de Radio-Canada le nommait l'une des quatre personnalités de l'année au Québec pour son engagement dans la lutte aux changements climatiques et en 2020, l'Académie royale des arts, des sciences et des lettres de la Belgique lui décernait la Chaire du Québec.

Pr Dupras détient un baccalauréat en biochimie ainsi qu'un doctorat en géographie de l'Université de Montréal, et un postdoctorat en biologie de l'Université McGill. En marge de ses activités scientifiques, Jérôme Dupras œuvre aussi comme artiste sur les scènes musicales de la francophonie, en tant que membre et fondateur du groupe les Cowboys Fringants.





Corinne Gendron

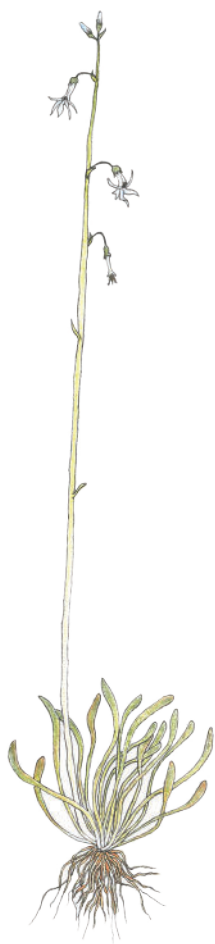
Professeure, Ph. D., Dép. de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, École des sciences de la gestion (ESG), Université du Québec à Montréal (UQAM)

La Dre Corinne Gendron est professeure au Département de stratégie, de responsabilité sociale et environnementale de l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis 2002. Elle travaille dans le domaine de l'environnement depuis plus de vingt ans. De 2004 à 2017, elle a dirigé la chaire de recherche en responsabilité sociale et développement durable de l'UQAM, où elle a dirigé plusieurs programmes de recherche sur le développement durable, la responsabilité sociale des entreprises, la mondialisation, les nouveaux mouvements sociaux et économiques et le commerce équitable. Elle enseigne des cours en gestion des affaires, de l'environnement et de méthodologie de recherche.

La Dre Gendron a siégé entre 2011 et 2013 au Comité d'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, qui travaillait sous la direction du Bureau de coordination du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec de l'époque. Elle est également membre du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) depuis 2011, dont la mission est d'éclairer la prise de décisions gouvernementales dans une perspective de développement durable, englobant les aspects écologiques, sociaux et économiques. Elle a été commissaire du BAPE pour différents projets énergétiques et urbains.

La Dre Gendron est titulaire de plusieurs distinctions, notamment en tant que membre élue de l'Académie des technologies de France ; recevoir le Prix de carrière ESG en recherche ; en recevant le Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur de France ; et être membre élu de la Société royale du Canada.

Titulaire d'un doctorat en sociologie économique de l'environnement, la Dre Gendron détient également un MBA spécialisé en marketing et finance et est membre du Barreau du Québec depuis 1990.





Dalal Hanna

Chercheure postdoctorale, Dép. de biologie,
Université de Carleton

Dalal Hanna est une scientifique de la conservation qui travaille afin de générer l'information et l'élan nécessaire pour aider la société à devenir plus durable et équitable. Elle a complété un doctorat en science des ressources naturelles à l'université McGill en 2020, et elle est présentement chercheuse postdoctorante à l'université Carleton. Sa recherche se concentre sur les écosystèmes d'eau douce, et comment ceux-ci peuvent être mieux protégé afin d'assurer l'approvisionnement continu et durable des divers services qu'ils offrent, comme l'eau potable, et l'accès à des activités récréatives.

Dalal est également la co-fondatrice et directrice de Riparia, un organisme de bienfaisance canadien qui travaille afin de créer de meilleures connexions entre les jeunes, la science, et l'eau en offrant de la programmation immersive gratuite.



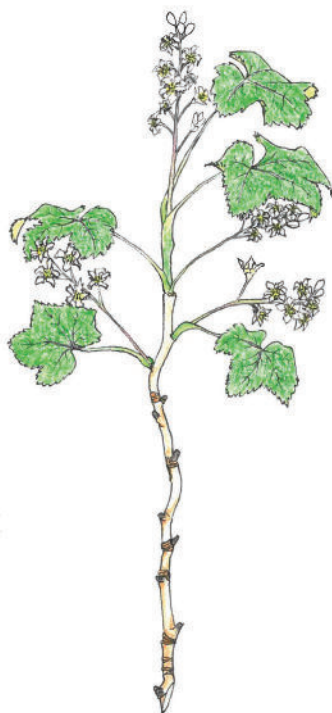


Julie Jodoin

Directrice par intérim, Espace pour la vie

Julie Jodoin est directrice par intérim d'Espace pour la vie depuis septembre 2020. Elle a piloté la gestion de l'organisation durant la pandémie, ainsi que l'intégration de la Biosphère et l'ouverture du nouvel Insectarium. Diplômée en management de HEC Montréal, elle a développé une expertise en développement stratégique, organisationnel et de performance au cours de plus de quinze ans en gestion d'organismes culturels. Après avoir été responsable des stratégies de financement public à la TOHU, la Cité des arts du cirque, elle rejoint Espace pour la vie en 2013. Successivement Conseillère à la direction, Cheffe de la stratégie et du développement des affaires puis Directrice de l'exploitation, elle assure la réalisation des orientations stratégiques afin d'amplifier le rôle de la recherche, de l'éducation et des programmes publics ainsi que celui de chacun des cinq musées dans la transition socio écologique pour qu'Espace pour la vie y contribue activement.

Espace pour la vie regroupe la Biosphère, le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto Alcan et constitue le plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada.





Sabaa Khan

Directrice générale, Québec et Atlantique,
Fondation David Suzuki

Me. Sabaa Khan (DCL, LL.M. LL.L.) est directrice générale pour le Québec et l'Atlantique à la Fondation David Suzuki. Avocate spécialiste en droit international et membre de la Commission mondiale du droit de l'environnement (UICN), elle possède une longue expérience en gouvernance climatique et en droit commercial. Elle est ancienne membre et chaire (2019) du Comité consultatif public mixte de la Commission nord-américaine pour la coopération environnementale, ainsi qu'ancienne membre du Comité consultatif pour l'ALÉNA sur l'environnement (gouvernement du Canada).

Elle possède un doctorat en droit de la Faculté de droit de l'Université McGill, une maîtrise en droit international de l'Université de Montréal, et a publié de nombreux articles portant sur les enjeux et problèmes contemporains du droit de l'environnement, des traités multilatéraux, des accords de libre-échange, et de la justice climatique. Elle est aussi pianiste membre de la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, et mère de deux enfants.





Jae-woo Kim

Consul à Montréal, République de Corée

M. Jae-woo Kim est consul de la République de Corée à Montréal et représentant suppléant de la République de Corée au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) depuis août 2019.

M. Kim est diplomate de carrière depuis 1997 et a occupé les postes suivants avant le poste actuel :

- Ambassade au Royaume des Pays-Bas et Mission permanente auprès des organisations internationales à La Haye de 2009 à 2012 ;
- Ambassade dans la République du Bélarus de 2012 à 2014 ; et
- Ambassade en République d'Ouzbékistan de 2017 à 2019.

Au ministère des Affaires étrangères, il a travaillé à la division des passeports, à l'équipe d'information commerciale, à la division des traités bilatéraux, à la division des traités multilatéraux, à la division du désarmement et de la non-prolifération et à la division des affaires juridiques internationales en tant que deuxième secrétaire ou premier secrétaire. Il a également été directeur de la division des affaires culturelles multilatérales et du tourisme, qui s'appelle aujourd'hui la division de l'UNESCO.

Tout au long de sa carrière, outre les relations bilatérales entre la République de Corée et ses pays d'accueil, M. Kim a été chargé de divers sujets tels que le droit international, le désarmement et la non-prolifération, la coopération culturelle, l'aviation, la diversité biologique et la coopération, avec les organisations internationales concernées, totalisant plus d'une dizaine.

Il est diplômé de la faculté de droit de l'université de Corée (LL.B) et du centre de droit de l'université de Georgetown (LL.M), et a servi dans l'armée de l'air de la République de Corée de 1998 à 2002.





Maxim Larrivée

Directeur, Insectarium, Espace pour la vie

Scientifique reconnu et gestionnaire avisé, Maxim Larrivée est directeur de l'Insectarium depuis 2019. Il a récemment mené à bien l'ouverture du nouvel Insectarium au printemps 2022. Avec ses collègues de la direction d'Espace pour la vie, il collabore à l'élaboration des stratégies et à l'atteinte des objectifs du service visant à reconnecter l'humain à la nature et l'inciter à la conserver; il poursuit également le développement des programmes de science participative et le déploiement du programme d'autochtonisation d'Espace pour la vie.

Passionné d'entomologie depuis son tout jeune âge, Maxim Larrivée est titulaire d'un doctorat en entomologie ainsi que d'une maîtrise en écologie et d'un baccalauréat en biologie. Il se spécialise dans l'étude des impacts des changements climatiques sur la biodiversité de plusieurs groupes d'arthropodes. Il combine plusieurs approches novatrices de monitoring de la biodiversité, notamment la science participative et plus récemment l'intelligence artificielle. Il a fondé et codirige eButterfly, un projet de science participative mondial axé sur le monitoring de la biodiversité des papillons, ainsi que Mission Monarque, qui se concentre sur l'identification des zones de reproduction du papillon monarque au Canada. Il a également mis en place un réseau de suivi des insectes dans le Grand Nord québécois en collaboration avec le gouvernement régional du Nunavik, le projet Sentinelles du Nunavik, où des jeunes des communautés inuites sont formés et embauchés pour faire le monitoring des insectes pollinisateurs dans leur communauté.



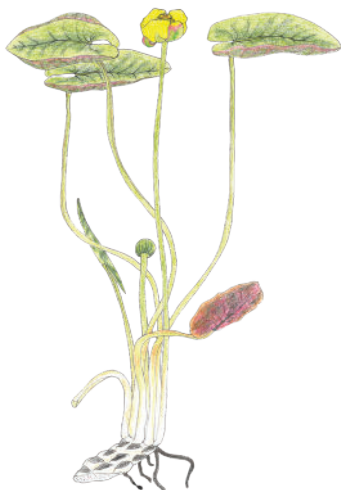


Jihyun Lee

Directrice de la division Science, société et avenir durable, SCDB-PNUE

Jihyun Lee, directrice de la division Science, société et avenir durables (SSSF) au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB)/PNUE, possède plus de 20 ans d'expérience au sein des Nations unies et 9 ans d'expérience au sein de gouvernements nationaux dans les domaines du développement durable, de la conservation de la biodiversité et de la gestion intégrée de l'environnement et des ressources naturelles.

Elle a acquis une vaste expérience internationale dans environ 150 pays, en fournissant des conseils politiques et techniques. Elle a aussi travaillé au renforcement des capacités afin d'améliorer les efforts de mise en œuvre des pays pour atteindre les buts et objectifs mondiaux relatifs à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ainsi qu'à l'Agenda 2030 pour le développement durable.





Jean Lemire

Émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques, Gouvernement du Québec

Biologiste de formation et communicateur scientifique de renom, Jean Lemire a mené des travaux sur le changement climatique et la biodiversité qui ont mené à d'importantes missions scientifiques.

En 2001, M. Lemire a transformé une grande goélette océanographique en une plate-forme de recherche scientifique et un studio de production qui l'ont amené à travers les océans du monde pour sensibiliser les gens aux principaux enjeux environnementaux. En 2012, à la suite de missions dans l'Arctique (2002) et l'Antarctique (2005-2006), lui et son équipage, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, ont commencé la série 1 000 jours pour la planète, qui comprend une expédition mondiale de trois ans pour examiner l'état de la biodiversité de la Terre.

En collaboration avec la Fondation Sedna, M. Lemire a également conçu de nombreux programmes d'enseignement qui sont devenus des références au fil des ans dans le domaine de l'éducation. Son engagement envers la protection de l'environnement lui a valu plusieurs prix et distinctions, dont la Citation de l'accomplissement de toute une vie de la Société géographique royale du Canada.

En 2017, le gouvernement du Québec a nommé M. Lemire émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques, devenant ainsi le premier émissaire dans l'histoire de la diplomatie québécoise.

M. Lemire est titulaire d'une maîtrise en biologie avec spécialité en écologie de l'Université de Sherbrooke, ainsi que de diplômes honorifiques de l'UQAM et de l'Université du Québec à Rimouski.



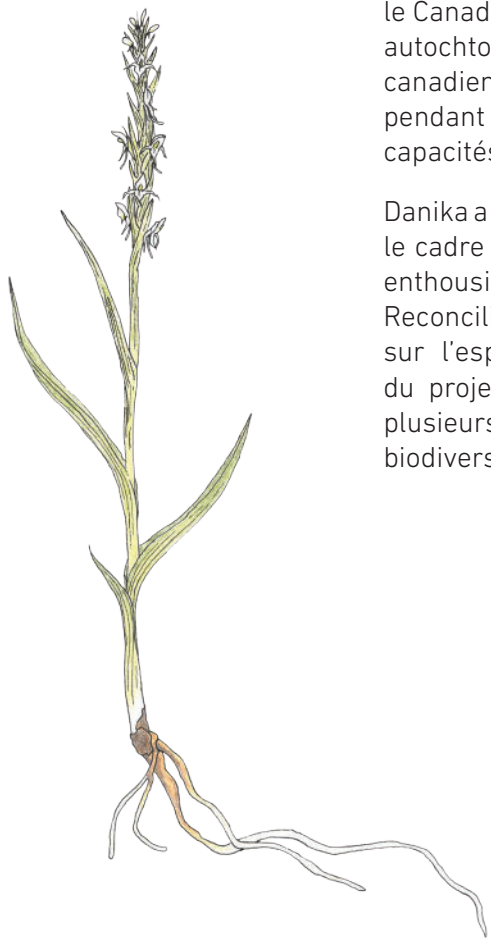


Danika Littlechild

Professeure adjointe, Dép. de droit et d'études juridiques,
Université de Carleton

Danika Billie Littlechild est crie de la nation crie d'Ermineskin à Maskwacis, territoire visé par le traité no 6 au Canada (Alberta). Danika est professeure adjointe à l'Université Carleton, au Département de droit et d'études juridiques (Faculté des affaires publiques). Avant de rejoindre la faculté en janvier 2020, Danika a pratiqué le droit au Canada pendant près de deux décennies, conseillant les peuples autochtones à travers le Canada et à l'international. Danika a été la première femme autochtone à être nommée vice-présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO (2014-2018) après avoir travaillé pendant près de 15 ans avec la CCUNESCO dans diverses capacités de bénévolat, de leadership et de conseil.

Danika a été coprésidente du Cercle d'experts autochtones dans le cadre de l'initiative canadienne "Pathway to Target " et est enthousiaste de travailler avec le projet Conservation through Reconciliation en tant que responsable du volet de recherche sur l'espace éthique. Danika est co-chercheuse principale du projet Arramat, un projet de recherche international de plusieurs millions de dollars sur la santé, le bien-être et la biodiversité des Autochtones.





Francine Pauvif

Fondatrice, Réseau canadien des jeunes pour la biodiversité

Mme Francine Pauvif travaille actuellement comme responsable de la campagne de mobilisation pour World Animal Protection et est l'une des fondatrices du Canadian Youth Biodiversity Network (CYBN), une section du Global Youth Biodiversity Network.

Francine possède une vaste expérience de la mobilisation des jeunes, de l'analyse des politiques et de la recherche dans le secteur de l'environnement. Francine a travaillé avec plusieurs organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE) aux niveaux local, provincial et fédéral, notamment la Fondation Sierra Club du Canada, le Réseau canadien de l'environnement et Protect Our Waters and Environmental Resources. Francine siège actuellement au comité de conservation de la Fondation du Sierra Club du Canada et au comité directeur du caucus sur la biodiversité du Réseau canadien de l'environnement.

Francine est titulaire d'un baccalauréat ès arts (avec distinction) en sciences politiques de l'Université de Guelph et d'une maîtrise ès arts en sciences politiques de l'Université d'Ottawa. Les intérêts de recherche de Francine comprennent les mouvements de défense des droits et du bien-être des animaux, les droits de la nature et la mobilisation des jeunes.





Lucie Robidoux

Cheffe de l'unité des écosystèmes, Commission de coopération environnementale

Lucie Robidoux travaille à l'interface de la science, de la pratique et des politiques environnementales depuis plus de 30 ans. En tant que Chef de l'unité des écosystèmes à la Commission de coopération environnementale (CCE), son travail consiste à favoriser le développement et l'échange de connaissances à travers le Canada, les États-Unis et le Mexique pour renforcer la conservation dans l'espace nord-américain.

Lucie travaille sur une variété de questions liées aux pollinisateurs, aux espèces migratoires, aux aires marines protégées et à la réduction des déchets marins, réunissant les experts gouvernementaux, les chercheurs et les collectivités locales afin qu'ils puissent développer des actions collaboratives de conservation.



Florian Roule

Directeur principal, Stratégie et partenariats,
Finance Montréal

Florian a pour rôle de suivre et d'analyser l'évolution et les grandes tendances de l'industrie des services financiers, de faire de la prospective ainsi que de contribuer à la planification stratégique de Finance Montréal. Il est par ailleurs responsable des initiatives de la grappe en matière de finance durable et de soutien à l'entrepreneuriat financier et à la gestion d'actifs.

Économiste de formation, Florian possède plus de 10 années d'expérience en recherche socio-économique, en planification stratégique et en évaluation de programmes gouvernementaux, liées notamment au développement économique





Komlan Sedzro

Doyen, École des sciences de la gestion, UQAM

Le professeur Sedzro est Doyen l'ESG UQAM depuis 2018. Il avait auparavant occupé plusieurs postes de responsabilité académique et scientifique, notamment ceux de directeur scientifique de l'Institut de Finance mathématique de Montréal, directeur du département de finance, directeur du MBA services financiers, directeur du programme de doctorat en administration, ainsi que directeur de la M.Sc. en finance appliquée et des DESS en finance et en instruments financiers dérivés qu'il a créés à l'ESG-UQAM en collaboration avec la Bourse de Montréal.

Le professeur Sedzro siège sur plusieurs conseils et comités comme, président du conseil d'administration (CA) du centre d'entrepreneuriat de l'UQAM, membres des CA du cercle de la finance internationale de Montréal, du CÉGEP Marie-Victorin, de la fondation UQAM ou encore du comité d'évaluation du fonds pour l'éducation et de la saine gouvernance (2011-2018) de l'Autorité des marchés financiers du Québec, etc.

Les activités de recherche du professeur Sedzro portent notamment sur l'allocation optimale de portefeuille, l'évaluation de la performance, les fonds spéculatifs, l'application des méthodes de recherche opérationnelle en finance, la Microfinance, l'ingénierie financière. Il a, par ailleurs, réalisé plusieurs mandats de consultation, recherche ou de formation sur des sujets variés, entre autres, pour la Bourse de Montréal, la Banque Mondiale, la Banque Nationale du Canada, la Saudi Arabian Monetary Agency, Revenu Canada, l'Institut d'Économie et des Finances au Gabon, etc. Il détient une maîtrise en économie d'entreprise de l'Université de Clermont 1 en France et un Ph. D. en Administration des affaires (Finance et assurance) de l'Université Laval.





Nous tenons à remercier M. René Audet pour
les illustrations présentées dans ce cahier.